

Burundi : vers un réaménagement dans la gestion du transport en commun

@rib News, 26/11/2016 à € Source Xinhua Le gouvernement burundais a annoncé vendredi une série de mesures pour protéger les usagers des véhicules de transport en commun dits "main gauche" et d'autres qui sont frappés par l'âge. Selon le ministre des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement, Jean Bosco Ntunzwenimana (photo), ces mesures concernent "l'interdiction de toute importation des véhicules de transport en commun dits "main gauche", la fermeture/blocage/condamnation de l'ouvrant donnant accès à la chaussée (portière gauche) des bus ou minibus assurant le transport en commun encore en circulation, et le retrait de la circulation de tous les véhicules trop vieux de transport en commun communément de personnes".

Pour le ministre en charge des Transports, c'est à partir de la crise socio-économique de 1993 que l'on a vu apparaître sur le territoire burundais des véhicules de transports dits "main gauche" qui ne répondent pas aux normes du Code de la circulation routière. "Non seulement ces véhicules ont un ouvrant pour les passagers qui donne accès à la chaussée, en constituant un obstacle à la circulation routière, mais aussi ils exposent les usagers aux accidents de la route", a expliqué le ministre Ntunzwenimana. Il a rassuré la population que des mesures d'accompagnement seront prises pour maintenir la libre circulation des usagers, notamment en mettant à leur disposition des bus de l'Office de Transport en Commun sous tutelle du ministre pour le transport urbain. Le ministre a par ailleurs fait savoir que des mesures ont été prises pour protéger les ouvrages publics comme les ponts, les poteaux électriques, les bâtiments publics contre des personnes qui causent des dommages physiques à ces ouvrages. Ainsi, a-t-il indiqué, "une synergie entre les différents intervenants à savoir le ministre en charge des Équipements, la Mairie de Bujumbura, la Police Spéciale de Roulage, la Régie de Production, de Transport et de Distribution de l'Eau et de l'Électricité (REGIDESO), l'Office des Routes (OdR) et les assureurs sera mise en place pour endiguer cette situation qui occasionne des coûts énormes à l'État". La plupart de ces ouvrages sont endommagés par des personnes qui cherchent de la ferraille qu'elles vendraient dans les pays voisins et surtout au Kenya et cette ferraille est arrachée de ces ouvrages, selon des reportages de médias locaux.